

Les subsides

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Vous voulez parler du député de Winnipeg—Fort Garry, je pense.

M. Brisco: Je suis désolé, monsieur le Président. Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) pourra parler à son tour. Il suffit de lire l'aveu de Marc Lalonde pour comprendre le processus et l'objectif que poursuivait ce gouvernement. Il voulait écraser et paralyser l'économie de l'Alberta. Il n'y a pas d'autre explication. Le coupable a reconnu ses torts.

Finalement, pour revenir à l'inquiétude que le député a exprimée en ce qui concerne les coupures effectuées dans les crédits à la recherche, pour lui simplifier les choses, je lui propose de se reporter à la page 4 du *Quorum* d'aujourd'hui où l'on peut lire: «Un milliard pour la recherche: plus qu'une vaine promesse.» Je l'invite à lire cet article puis à se rétracter.

M. Caccia: Monsieur le Président, la première question qu'a soulevée le député est probablement la plus importante. J'attire son attention sur le fait que nous ne formulons pas que des critiques et des objections. En juin, notre chef a prononcé un discours sur le commerce à la Chambre, ce que n'a pas fait le chef de son parti. Ce discours contenait quelques éléments positifs dans le contexte du débat sur le libre-échange. Je ne sais pas de quoi parle le député. Il n'était probablement pas là le jour où le chef de notre parti a prononcé ce discours à la Chambre. Aujourd'hui, trois des six discours de l'opposition émanaient de notre côté de la Chambre. Nous avons même fourni au secrétaire parlementaire, ce bourreau de travail, le texte du discours de notre chef pour lui indiquer l'orientation que prendrait notre politique. Quant à...

Le président suppléant (M. Paproski): Je donne la parole au député de Lethbridge—Foothills (M. Thacker).

M. Caccia: On m'a posé trois questions, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Lethbridge—Foothills.

M. Thacker: Monsieur le Président, le député d'en face pourrait-il donner plus de détails sur l'achat, par l'Hydro Ontario, de charbon à haute teneur en soufre aux États-Unis, ce qui entraîne une sortie d'argent? Comment pourrait-on revenir sur la décision et acheter du charbon de l'Ouest à faible teneur en soufre, de façon à diminuer les pluies acides et à éviter la fuite de dollars? C'est probablement un dossier sur lequel il a travaillé pendant qu'il était ministre de l'Environnement. Pourrait-il dire à la Chambre ce qu'il a fait, pendant qu'il était ministre, pour convaincre l'Hydro Ontario d'utiliser du charbon de l'Ouest à faible teneur en soufre, plutôt que du charbon américain qui en contient beaucoup?

M. Caccia: Monsieur le Président, je rappelle au député que le rapport sur le charbon à haute teneur en soufre a été publié il y a quelques semaines seulement. La question a été étudiée à la suite d'une initiative remontant à l'époque libérale. Toutefois, les résultats n'ont été publiés qu'il y a quelques semaines et c'est alors que nous en avons eu connaissance. C'est donc quelque chose qui est à l'ordre du jour maintenant, en 1986. C'est une mesure très intéressante et je suis heureux que le député s'en préoccupe.

Si nous négocions un accord de libre-échange qui contiendrait des dispositions égalitaires entre les deux pays, nous ne pourrions pas utiliser le charbon de l'Ouest pour créer des emplois et réduire la pollution dans l'Est. J'espère que le député comprend ce que signifient des dispositions égalitaires. Elles interdiraient que l'on donne la préférence au charbon de l'Ouest.

M. Redway: Monsieur le Président, je sais que vous connaissez bien la Bible et que vous savez donc que Jésus dit à un endroit que ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous.

J'ai écouté attentivement les propos du député, cet après-midi, mais aussi ceux du député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy). Au cours des deux dernières années j'ai aussi entendu fréquemment le chef de l'opposition (M. Turner). Je n'ai pas encore réussi à déterminer s'ils sont contre nous ou avec nous.

Le député pourrait-il nous donner son opinion personnelle? Pense-t-il que le gouvernement du Canada a bien fait de commencer des négociations commerciales avec les États-Unis? Deuxièmement, est-il d'avis, personnellement, que l'on devrait suspendre ces négociations? Troisièmement, quelle est la politique officielle de son parti sur les négociations en général et quatrièmement sur la suspension éventuelle de ces négociations?

J'ai écouté son chef ainsi que la critique libéral en matière de commerce et je me demande toujours s'ils sont avec nous ou contre nous.

M. Caccia: Monsieur le Président, si le député de York-Est n'a pas encore compris notre position, c'est que ses capacités d'écoute et de perception laissent à désirer. Il a entendu plusieurs discours; il nous a entendus à diverses occasions. Il sait exactement de quoi nous parlons. Nous souhaitons que la recherche des moyens de réduire les obstacles au commerce se fasse à l'échelle mondiale. Nous ne croyons pas au continentalisme. Nous ne croyons pas qu'il soit dans les meilleurs intérêts du Canada que les négociations s'engagent de façon bilatérale entre une économie relativement restreinte comme la nôtre et une puissance économique de grande envergure comme les États-Unis. Ces intérêts seraient mieux protégés dans le cadre de la communauté internationale où le Canada compterait parmi les 160 pays participant à un processus de réduction tarifaire du GATT, que par la création d'un marché analogue au marché commun européen qui, en fin de compte, occasionne de graves problèmes à ceux qui en sont exclus.

Le député a dû également m'entendre exprimer ma grande inquiétude au sujet de l'emploi des expressions libre-échange ou libéralisation des échanges pour désigner ces négociations. A long terme, elles débouchent sur l'union économique, ce qui ne correspond pas à notre idéal politique. Je ne crois pas que ce soit l'objectif politique de mon parti, mais c'est peut-être celui du parti du député. Historiquement, jusqu'à il y a 50 ou 60 ans, ce n'était pas son objectif mais ce parti a le droit de changer de politique. Nous allons certainement comparer et confronter nos points de vue sur cette question lors des prochaines élections.